

faciliter ainsi la transition vers un gouvernement démocratique. L'équipe canadienne était dirigée par M. Barney Danson, ancien ministre de la Défense nationale.

### Réunions ministérielles

Comme le veut la tradition, les ministres des Finances du Commonwealth se sont réunis avant les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI afin de se pencher sur les problèmes économiques mondiaux et d'étudier certaines questions d'ordre pratique liées à la coopération au sein du Commonwealth. Les participants ont approuvé des décisions visant la constitution d'un groupe de travail chargé d'établir de quelle manière il serait possible de mieux asseoir le financement du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, ainsi que la présentation des conclusions du groupe de travail aux chefs de gouvernement afin que ceux-ci puissent les étudier. Les ministres ont également demandé au Secrétariat de renforcer son programme d'assistance technique à l'intention des petits États membres, tout en donnant encore plus d'envergure au programme actuel afin d'aider les pays en développement à utiliser davantage les marchés financiers. Le secrétaire général s'est vu confier la tâche d'entreprendre des consultations avec les gouvernements au sujet des propositions formulées par le groupe de travail chargé d'étudier l'implantation d'entreprises à participation spéculative dans les pays en développement.

Les ministres de la Santé et de l'Éducation, qui se sont réunis séparément, ont eux aussi identifié les secteurs où il y aurait lieu d'intensifier la coopération au sein du Commonwealth. Les premiers ont recommandé une diffusion plus grande de l'information sur la santé familiale, avec l'aide du Secrétariat, tandis que les ministres de l'Éducation ont incité les gouvernements à fixer des frais de scolarité raisonnables pour les étudiants originaires de pays membres du Commonwealth et à accepter un nombre convenu d'étudiants parrainés par les gouvernements de pays où les services d'enseignement sont insuffisants, afin d'appuyer le développement de ces pays.

### Secrétariat du Commonwealth

Le Secrétariat a continué de satisfaire les besoins de l'Association, d'administrer de vastes programmes et de suggérer certaines activités aux membres. Il a également servi de centre pour l'organisation et le déploiement d'observateurs, ainsi que de service d'appui des groupes d'observateurs du Commonwealth détachés au Zimbabwe et en Ouganda. À titre de membre de la commission Brandt sur les questions Nord-Sud, le Secrétaire général a participé à la préparation du rapport Brandt; il en a profité pour citer l'exemple du Commonwealth en tant qu'association internationale qui réussit à faire oublier les obstacles de la langue, de la race, de la culture et de la géographie pour faire naître la coopération entre des États qui en sont à des niveaux de développement différents. Le Secrétaire général a repris ce thème lors des nombreuses allocutions qu'il a prononcées pendant l'année ainsi que pendant son séjour au Canada, en octobre. Un service de développement industriel a été mis sur pied au sein du Secrétariat conformé-

ment à la recommandation de 1979 des chefs de gouvernement et on a procédé à la nomination d'un conseiller (canadien) en matière de condition féminine et de développement. Les activités du Programme du Commonwealth pour la jeunesse, auquel le Canada est le plus important contributeur, ont été réorganisées afin qu'il soit possible d'affecter davantage de ressources aux activités du programme des centres régionaux d'Afrique, d'Asie et des Antilles.

Conscients du fait que le Secrétariat est appelé à s'occuper d'activités de plus en plus nombreuses et complexes, les hauts fonctionnaires du Commonwealth, réunis à Nicosie, ont recommandé qu'un groupe d'experts se voit confier la tâche d'étudier les priorités et la structure du Secrétariat et de faire part de leurs conclusions aux gouvernements.

### Le Commonwealth parallèle

Le Commonwealth a continué à tirer son dynamisme de la présence active de ses quelque deux cents organisations non gouvernementales qui œuvrent dans tous les pays membres.

Conformément à la décision prise par les chefs de gouvernement à Lusaka, en 1979, les échanges entre les structures officielles et officieuses du Commonwealth se sont accrues, avec l'aide de la Fondation du Commonwealth. Ces échanges sont des plus variés. Par exemple, le Secrétariat du Commonwealth a organisé des réunions de groupes d'experts sur les services vétérinaires pour les petits exploitants agricoles, des cours pour stagiaires en administration du développement et des cours sur la gestion des entreprises publiques. L'Institut d'entomologie du Commonwealth a pour sa part organisé des cours sur la lutte contre les insectes. Des sections de l'Association parlementaire du Commonwealth ont organisé des colloques sur les pratiques et les règles parlementaires, sur l'examen et l'orientation des politiques, sur le contrôle des dépenses gouvernementales et sur d'autres thèmes.

Les organisations non gouvernementales du Commonwealth ont également été actives au Canada. C'est dans notre pays qu'a eu lieu le cinquième Congrès d'étude du Commonwealth, sous la présidence du duc d'Édimbourg, importante conférence qui réunit à intervalles réguliers de jeunes dirigeants du monde des affaires, de l'industrie, du syndicalisme et du gouvernement au sein du Commonwealth, afin d'avoir des discussions et d'effectuer des voyages d'étude. Plus de trois cents d'entre eux se sont réunis à Kingston (Ontario) autour du thème « L'homme et la société industrielle ». Ils en ont profité pour visiter le Canada. La conférence a été ouverte par le duc d'Édimbourg; quant au comité organisateur canadien, il était présidé par M. Roland Michener, ancien gouverneur général.

La section canadienne de la Société royale du Commonwealth contribue à mieux faire connaître le Commonwealth grâce à ses activités diversifiées, dont la célébration du « Jour du Commonwealth » en mars, et l'organisation de la huitième Conférence des étudiants du Commonwealth tenue à Ottawa, en avril. Le ministère des Affaires extérieures a aidé la Société à organiser cette conférence à laquelle ont participé plus de cent étudiants venus de toutes les régions du Canada.